

# La lune de la grande démission, le doigt de la valeur-travail

*Yann Moulier Boutang*

Le sociologue Nicolas Roux, dans un article d'AOC du 8 janvier 2023, *Le « refus du travail » : une idée reçue qui fait diversion*, balaie d'un revers de la main la « grande démission » apparue aux États-Unis dans le sillage immédiat de la pandémie de Covid<sup>1</sup>. Ce qu'il reproche à ce « pseudo constat », de « pénurie de main-d'œuvre », c'est de faire diversion sur la cause profonde du malaise dans le marché du travail, l'instauration d'un précarité généralisée qui dégrade l'emploi. Cela revient à passer sous silence la question du sens écologique de l'emploi comme de la croissance. On n'a pas l'impression que notre sociologue a vraiment écouté les retentissantes déclarations des élèves des grandes écoles d'ingénieurs lors des remises de leurs diplômes.

## Le paradoxe de la « grande démission » (Great Resignation) américaine

Aux États-Unis, sur l'année 2021, 47 millions d'Américains ont donné leur démission<sup>2</sup>. Le phénomène n'a entamé une décélération qu'au printemps 2022. On s'attendait dès la fin 2020 à une crispation dans leurs emplois des salariés peu enclins à grossir les effectifs des chômeurs à un si mauvais

<sup>1</sup> AOC, 8 janvier 2023, <https://aoc.media/analyse/2023/01/08/le-refus-du-travail-une-idee-recue-qui-fait-diversion>

<sup>2</sup> [www.slate.fr/story/230708/grande-demission-etats-unis-que-font-americains-quittent-jobs-marche-travail-emploi-salaire-retraite-reconversion](http://www.slate.fr/story/230708/grande-demission-etats-unis-que-font-americains-quittent-jobs-marche-travail-emploi-salaire-retraite-reconversion)

moment. Or, on a assisté à une vague sans précédent de démissions, y compris pour des catégories d'emplois qui n'appartenaient pas aux cadres supérieurs chez qui le taux de mobilité est bien plus fort que dans les emplois peu ou moyennement qualifiés. 47 millions d'Américains ont donc quitté volontairement leur emploi, soit pour changer de travail immédiatement, soit pour s'inscrire au chômage et rechercher un autre emploi, soit, enfin, pour se retirer carrément du marché du travail pour une retraite anticipée ou devenir inactif en attendant des jours meilleurs.

Actuellement, avec un taux de chômage de 5,8 %, les États-Unis réalisent le moins mauvais score des pays de l'OCDE. Il n'empêche, 47 millions de démissions en un an et encore plus de 20 en 2022, c'est tout à fait impressionnant. Le taux de démission a atteint 3 % par mois fin 2021, son plus haut niveau depuis l'an 2000. Mais dans l'industrie manufacturière, le taux de démission est actuellement similaire à celui atteint au début des années 1950, puis dans les années 1960 et 1970<sup>3</sup>.

### Une démission générale et pas seulement américaine

Pourquoi, finalement, a-t-on tellement parlé de la « Grande démission » américaine ? On connaît la particularité du marché du travail américain. On invoque, en général, les facilités juridiques qui permettent au salarié de quitter son employeur sans avoir à signifier un préavis ni recourir au licenciement à l'amiable (loi de l'emploi « *at-will* » dans 49 États américains). En France, démissionner sans l'accord de l'employeur expose à une perte de l'accès aux allocations de chômage. Le dispositif est encore durci par la loi restrictive sur la durée de l'indemnisation du chômage en fonction de la conjoncture économique.

La réalité, contrairement à ce qu'affirme notre candide sociologue, c'est que le Vieux continent (dont la France) a connu rigoureusement le même phénomène. Dans le constat de la DARES<sup>4</sup> nous lisons : « Fin 2021 et début 2022, le nombre de démissions atteint un niveau historiquement haut, à près de 520 000 par trimestre, dont environ 470 000 démissions de

<sup>3</sup> Toutes ces données figurent dans le document de la DARES, <https://dares.travail-emploi.gouv.fr/publication/la-france-est-elle-une-grande-demission>, 11 octobre 2022.

<sup>4</sup> Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du Ministère du travail.

CDI. Le record précédent datait du 1<sup>er</sup> trimestre 2008, avec 510 000 démissions dont 400 000 pour les seuls CDI ». Et ces précisions supplémentaires : « Le taux de démission ainsi obtenu atteint 2,7 %<sup>5</sup> en France au 1<sup>er</sup> trimestre 2022. Il est au plus haut depuis la crise financière de 2008-2009, mais reste en deçà des niveaux qu'il avait atteint juste avant, début 2008 (2,9 %) ... Les retours à l'emploi des démissionnaires semblent rapides malgré le niveau élevé des démissions : environ 8 démissionnaires de CDI sur 10 au second semestre 2021 sont en emploi dans les six mois qui suivent et cette proportion est stable par rapport à l'avant-crise sanitaire. »

Actuellement, le nombre de démissions est donc haut sans être inédit ni inattendu compte tenu du contexte économique. Il reflète le dynamisme du marché du travail et une situation dans laquelle le pouvoir de négociation se modifie en faveur des salariés. Dans un contexte de difficultés de recrutement toujours élevées, les salaires d'embauche sont susceptibles d'augmenter. Outre cet effet potentiel sur les salaires, les enquêtes Acemo-Covid montrent que, début 2022, certaines entreprises réalisent des concessions sur les conditions, l'organisation du travail (par exemple via le télétravail) ou la forme des contrats d'embauche pour conserver ou attirer des salariés<sup>6</sup>.

### Un phénomène général sous-jacent depuis longtemps

Anthony Klotz, psychologue du monde du travail qui a inventé le terme de « grande démission », a compris que quelque chose était en train de changer. Grâce au Covid, explique-t-il, les gens se sont dit : « Ce que je fais n'est plus ce que je voulais faire, ce n'est plus mon but et j'ai envie de poursuivre mon rêve. » Selon le chercheur, la pandémie n'est cependant pas la seule responsable de ce phénomène : « Une bulle était prête à exploser. Toute une génération de jeunes, surtout les jeunes diplômés, a des aspirations différentes. Ils ont envie de terminer leurs études, mais également de trouver un travail avec du sens. Ils veulent une situation géographique qui leur plaise, plus de flexibilité et plus d'autonomie<sup>7</sup>. »

<sup>5</sup> Ce pourcentage et les suivants sont mensuels.

<sup>6</sup> DARES, Enquête ACEMO Covid (Activités et conditions d'emploi de la main d'œuvre pendant la crise sanitaire Covid-19), vue d'ensemble des résultats de l'enquête flash, janvier 2022.

<sup>7</sup> [www.slate.fr/story/230708/grande-demission-etats-unis-que-font-americains-quittent-jobs-marche-travail-emploi-salaire-retraite-reconversion](http://www.slate.fr/story/230708/grande-demission-etats-unis-que-font-americains-quittent-jobs-marche-travail-emploi-salaire-retraite-reconversion)

Que derrière ce phénomène révélé à l'occasion de la crise du Covid apparaisse un regain de luttes de classe est aussi attesté par un phénomène plus large que la démission volontaire du salarié, sous toutes ses formes: la *quiet quitting*. Ce n'est plus simplement la démission-désertion ouverte, c'est une restriction partielle de l'engagement au travail. Il s'agit d'une *auto-limitation silencieuse dans la prestation de travail*: considérant que ce qui est prescrit au travailleur dans les formes nouvelles d'organisation du travail requiert un engagement nerveux, des capacités d'initiative et d'autonomie qui ne sont pas rétribués correctement, celui-ci bride sa prestation (une variante inversée de la grève du zèle). La suspension de l'économie et le télétravail ont joué un rôle crucial dans la propagation de cette forme de refus du travail. Ceci nous conduit à dire quelques mots sur deux phénomènes bien connus en Asie: le *tangping* apparu de façon ouverte en Chine en 2021 et le *hikikomori* japonais, endémique depuis plus longtemps.

### Le hikikomori, l'auto-réclusion japonaise

Un *hikikomori* est quelqu'un qui s'est coupé des autres, du monde et qui s'enferme chez lui. Le Ministère de la santé au Japon le définit ainsi: « Il s'agit de l'état d'une personne qui évite toute participation sociale en raison de différents facteurs et causes et qui reste cloîtrée en permanence chez elle pendant plus de six mois. » Cette véritable pathologie sociale affecte à 70 % des hommes et correspond à la réaction des jeunes face à la pression très forte, sociale, familiale et scolaire qui s'exerce dès l'adolescence. Le phénomène est apparu au milieu des années 1980 et s'est diffusé en Europe et aux États-Unis. Cette auto-réclusion peut durer des mois, voire des années. Au Japon, elle touche de 0,5 à 2 % de la population totale. Le terme a été forgé par le psychiatre Tamaki Saïto en 2013 devant le nombre croissant d'adolescents qui se mettaient en position d'isolement total et de refus de communication. Mais le même individu qui refuse tout rapport d'apprentissage scolaire ou de travail, tout contact « normal » notamment avec sa famille, peut passer toute la nuit à la lecture des mangas, ou sur Internet et les réseaux sociaux (même si seuls 10 % navigueraient sur Internet).

La forme extrême que revêt au Japon ce retrait est à la hauteur de la pression sociale sur l'individu et la concurrence impitoyable que prône la société. Il s'agit moins d'une pathologie individuelle que de l'expression d'une pathologie sociale. Pathologie sérieuse: une étude conduite en 2014 sur 270 individus ayant mené des thérapies de réadaptation, évaluait à une moyenne de douze ans le temps de retour à une réinsertion. Une autre étude montrait la fréquence des rechutes: plus d'un cinquième des auto-reclus ayant accepté de fréquenter les centres de réinsertion cessent de le faire. Avec cette pathologie chronique, le marché du travail « à la japonaise » est mal parti pour les années qui viennent, caractérisées par un vieillissement sans précédent de la pyramide des âges.

L'auto-réclusion est devenue une composante de la culture populaire japonaise des dessins animés et des mangas. « Dans un nombre croissant d'œuvres, un rôle de héros échoit à un *hikikomori*. L'auteur du roman *Welcome to the NHK*, Tatsuhiko Takimoto, se définit lui-même comme un *hikikomori*. Quant à la NHK, elle n'est pas la Nippon Hōsō Kyōkai (compagnie de diffusion japonaise des chaînes publiques de télévision) mais bien la Nihon Hikikomori Kyōkai (l'association japonaise des *hikikomori*). Toute l'œuvre transposée successivement en dessin animé tourne autour de la lutte du protagoniste, Tatsuhiro Sato, contre son destin de *hikikomori*<sup>8</sup>. La gestion autoritaire de la société depuis 1945 n'a pas cessé, malgré la « démocratisation » des institutions et l'injonction à l'individualisme consommateur, conformiste, d'entraîner cette réponse déconcertante. Pas très loin de là, à peu près au même moment, ça déserte fort également dans l'immense Chine industrielle.

### Le tangping chinois<sup>9</sup>

« *Tangping* », « se coucher » dans tous les sens du mot (comme Alexandre le Bienheureux reste couché toute la journée dans le film français homonyme, sorti en 1968) est un mot de ralliement apparu sur l'Internet en 2021. Ralliement contre la culture du travail socialiste et capitaliste et la véritable ré-

<sup>8</sup> « Hikikomori: Stereotipo o cruda realtà? », *kinjoanime.com*, 10 décembre 2011.

<sup>9</sup> Toutes les références et le contenu de ce développement se retrouve dans le très bon article de Wikipedia français, <https://fr.wikipedia.org/wiki/Tangping>

gression (*nèijūǎnhuà*<sup>10</sup>) d'une société reposant sur le chiffre 996 (travailler de 9 heures du matin à 9 heures du soir six jours par semaines). Se « coucher », « rester à plat », c'est faire de la résistance passive. S'assoier à même le sol, pire encore, s'allonger, a toujours été considéré en Chine comme une déchéance sociale et un objet de raillerie : *tāngpíng rèncháo* signifie « s'allonger et laisser les gens se moquer ». Il est intéressant de remarquer que l'on a rapproché le *tāngpíng* d'un autre phénomène, le *sanhe dashen* de jeunes travailleurs migrants qui s'étaient installés à Shenzhen et avaient accepté un travail informel, travaillant une journée puis passant les trois suivantes dans des cybercafés. Les médias les ont d'abord présentés comme des accros du jeu, mais des entretiens ont révélé que leur retrait des relations de travail normales n'était pas un choix de vie. Certains avaient vendu leur carte d'identité pour 100 yuans et avaient peu de possibilités d'accéder à un emploi stable ou à un logement.

Inutile de préciser que cette évolution d'une partie de la jeunesse chinoise n'est pas du tout du goût du régime. « Le 30 mai 2021, au moins quatre groupes *Tāngpíng* sur *Douban*, une plateforme populaire de médias sociaux qui s'adresse en particulier aux jeunes, ont été supprimés. Le lendemain, la même plateforme a signalé « *tāngpíng* » comme un mot clé sensible et l'a censuré, car un grand nombre de « *netizens*<sup>11</sup> » ont utilisé ce terme pour se moquer de la nouvelle « politique des trois enfants » de Pékin. »

Aimablement, l'agence de presse gouvernementale *Xinhua* critique le mouvement *Tāngpíng* et le qualifie de « soupe de poulet empoisonnée ». « Le *tāngpíng* entraînera de nombreux inconvénients pour le développement économique et social » [...] « L'objectif d'un développement de haute qualité ne peut être atteint sans les contributions créatives de notre jeunesse<sup>12</sup>. » Des enseignants de la prestigieuse université de Tsinghua ont traité le concept de *tāngpíng* d'irresponsable et contraire à l'éthique socialiste. Le hashtag *#Tsinghua professor calls tāngpíng mindset irresponsible#* a généré plus de 400 millions de vues sur le site de microblogging *Weibo* durant une période de trois semaines. Le hashtag *TāngPíng* a été dissimulé et les forums qui en discutaient, bloqués.

<sup>10</sup> David Bandurski, « The 'lying flat' movement standing in the way of China's innovation drive » [archive], *Brookings*, 8 juillet 2021.

<sup>11</sup> Contraction de « net » et « citizen ».

<sup>12</sup> <https://asia.nikkei.com/Economy/China-watches-lay-flatters-as-risk-to-economy-5-things-to-know>

## La quintuple perte de sens du travail

Si le diagnostic – « il y a un véritable problème de sens du travail tout court » – est très largement partagé, on se doute qu'il n'en va pas de même sur la nature de la « maladie » et encore moins sur les causes et les remèdes. Les projets de « redonner du sens au travail<sup>13</sup> » paraissent très décevants tant il y a d'écart entre l'étendue du malaise analysé et l'extrême modestie des initiatives prônées comme de leurs résultats.

La comparaison d'un baromètre IFOP-Solutions solidaires en 2022 avec un même sondage effectué quatorze ans auparavant, montrait que si 37 % seulement des Français préféreraient gagner moins d'argent pour avoir plus de temps libre en 2008, ils sont désormais 70 % à exprimer cette préférence. L'objectif de gagner davantage de temps pour soi l'emporte sur celui de gagner davantage d'argent.

Toute la difficulté d'une solution à la question du devenir déjà-là du travail tient à ce qu'il n'y a pas *une* perte de sens du travail, mais au moins *cinq pertes de sens* qui interagissent, se contredisent ou s'additionnent, si bien que le remède à l'une des pertes de sens aggrave les autres ou en fait surgir de nouvelles.

1) Il y a d'abord la taylorisation ou l'industrialisation du tertiaire : là où autrefois, le contenu du travail de col blanc offrait une échappatoire à la condition de col bleu d'industrie (par exemple, le contact avec le public ou la clientèle) et offrait davantage de marges d'autonomie, la rationalisation de l'organisation, le pilotage par objectifs chiffrés, le *reporting* continu, le redécoupage constant des tâches, ont fait basculer le travail tertiaire dans une chaîne de montage globale de la production de services dans la consommation finale.

2) La numérisation a intensifié le contrôle tayloriste : elle a introduit le contrôle du mental du travail ouvrier, d'autant plus que la figure du contremaître sur le corps de l'ouvrier disparaissait au profit d'un environnement « intelligent » qui espionne de façon bien plus efficace. L'industriel comme le primaire se sont tertiariés : la moitié du travail

<sup>13</sup> Thomas Coutrot, Coralie Perez, *Redonner du sens au travail, Une aspiration révolutionnaire*, Le Seuil, 2022; Philippe d'Iribarne, *Le grand déclassement*, Flammarion, 2022.

d'un agriculteur exploitant se passe derrière un ordinateur à faire de la gestion. Et l'angoisse du découvert bancaire a remplacé la hantise d'une hausse du prix du pain.

3) Le passage à un capitalisme exploitant de plus en plus la force d'invention et pas simplement la force de travail, entraîne une modification globale largement contradictoire avec les deux phénomènes précédents. Il est demandé désormais au travail dépendant ou subordonné (explicitement salarié, formellement indépendant – ubérisé – ou réellement indépendant) de s'engager subjectivement dans sa tâche et de faire preuve d'autonomie, d'initiative, y compris dans des tâches prescrites. Alain Supiot l'a bien montré<sup>14</sup>. C'est un magnifique exemple de *double-bind* batesonien. Car la valorisation, même rhétorique, de l'initiative et de l'engagement ne fait que souligner que l'organisation actuelle du travail dépendant n'est capable d'offrir des emplois répondant à ces critères qu'à une petite minorité.

4) Quand bien même on serait tenté de « redonner du sens au travail », via diverses initiatives dont Thomas Coutrot et Coralie Perez font un inventaire honnête et détaillé<sup>15</sup>, c'est pour se heurter à l'objection écologique qui remet en cause tout le récit et l'épopée prométhéenne du travail moderne. Il régnait un accord général sur l'utilité du travail humain sous toutes ses formes. *Labor improbus omnia vicit* depuis les *Géorgiques* de Virgile : le travail même malhonnête, a raison de tout. Il est même la raison, la mesure de tout, à commencer par celle de la richesse (valeur d'usage) comme celle du capital (valeur d'échange). Ricardo comme Marx ont procuré un formidable alibi au travail : pourvu qu'il produise de la valeur et de la sur-valeur financière (le capital), le travail est productif ; il peut se dispenser de toute interrogation sur son sens à long terme. Car à la fin des fins, comme chez Hegel, Smith, Marx et tous les néo-classiques, tout s'arrange. Le développement des forces productives, c'est le destin génial de l'humanité.

Si l'étalon de mesure n'est plus celui de la croissance matérielle des biens inertes, mais celui de la reproduction du vivant et de Gaïa – ses conditions de survie à la surface de la planète –, l'ensemble de cette ex-

<sup>14</sup> Alain Supiot, *La gouvernance par les nombres*, Fayard, 2015.

<sup>15</sup> Thomas Outro, Coralie Perez, *op. cit.* Chapitres 5, 6 et 7.

traordinaire et monstrueuse théodicée du travail s'effondre. Et si le travail le plus productif en capital ou en utilité marginale s'avérait tout simplement nuisible au bien commun ? Pas celui du bipède à deux pieds sans plume, mais celui de l'ensemble des vivants et la mince couche vivante de la terre ? Valéry parlait d'un nouvel âge quand les civilisations comprennent qu'elles sont mortelles. Que dire lorsque nous comprenons que la survie du système du vivant planétaire dépend de nos actes de façon urgente ? Si le travail dont je suis le plus fier, qui concentre mes capacités, mon intelligence, mon ingéniosité s'avérait finalement parfaitement négatif ? Pas le « inutile incertain » de Blaise Pascal à l'égard de l'homme de la méthode de Descartes, mais le « nuisible » bien plus draconien.

Et si tout ce que nous nommons orgueilleusement le sens de la vie, le travail, s'avérait nuisible, comme on parlait d'espèces nuisibles ? Bien sûr, c'est plus compliqué : il faut et faudra beaucoup de travail et d'ingéniosité, de connaissances, de sciences et d'art pour démonter la thanatocratie qu'est devenu le système universel humain d'exploitation des ressources. Mais en attendant, vous êtes ouvrier de chaîne qui fabrique des voitures thermiques, agriculteur céréalier, camionneur, pilote d'avion, ouvrier en béton armé, bûcheron alimentant les scieries géantes du Morvan ou des forêts boréale ou amazonienne, ingénieur et professeur en chimie des procédés et votre critère n'est plus : « ça marche, c'est utile car ça se vend, c'est le progrès avec quelques scories inévitables », mais « cela intensifie le bilan carbone, acidifie les océans, participe à la sixième extinction des espèces, détruit la biodiversité donc rend l'environnement très vulnérable à des attaques microbiennes, à des prédateurs », etc... Que faites-vous ? La RSE (responsabilité sociale et environnementale), les publicités qui lavent plus vert de jour en jour, nous donnent la nausée. La génération *Extinction Rébellion*, les sachants œuvrant dans *Science Rébellion*, les nouvelles promotions des grandes écoles faisant l'éloge d'une bifurcation autrement plus raisonnée que l'exil des soixante-huitards dans les Cévennes ou à Longo Mai<sup>16</sup>, rendent les tentatives de « sauver le soldat travail » anachroniques, dérisoires voire exaspérantes.

<sup>16</sup> Voir la déclaration des élèves-ingénieurs justifiant leur désertion des emplois offerts par les grandes entreprises de l'alimentaire lors des remises de diplôme, notamment celle d'Agro-ParisTech à l'automne 2022, suivie de plusieurs autres. Voir la vidéo [www.youtube.com/watch?v=Hs-eh9ruffjg](https://www.youtube.com/watch?v=Hs-eh9ruffjg)

5) Le régime du salariat libre si cher à Bernard Friot qui naît avec l'avènement du droit du travail se fonde sur le caractère irréductible de l'échange argent-travail à un pur contrat commercial. Cette bataille qui sort le travail de l'esclavage est sans cesse à remettre sur l'ouvrage comme en témoignent les jugements de requalification en contrat de travail de la nouvelle économie ubérisée ou économie de pousse-pousse. Surtout, le salaire s'est socialisé. Les assurances maladies d'abord organisées par les syndicats, les assurances retraites, la prise en compte des familles, la protection sociale ont éloigné de plus en plus le *Welfare State* ou État-Providence d'un simple *workfare*, c'est-à-dire, des mesures minimales permettant d'assurer l'approvisionnement en travailleurs des usines et des bureaux. Le coût du travail est devenu le coût de l'activité en société en général, dans l'équivalent du passage de la sur-valeur absolue et simple en sur-valeur relative et complexe comprenant les frais de reproduction de la société.

La contre-révolution néo-libérale des années 1970-1990 a produit en fait un degré de socialisation du travail, de l'éducation, de la formation qui mine son récit mythologique de la réussite du *self-made man*. Cette mue du rapport social a été complètement fonctionnelle à une mutation du capitalisme où l'activité de pollinisation cognitive devient beaucoup plus productive (comprendons, produit bien plus de sur-valeur) que la prestation individualisée du travail salarié. Ce dernier n'est que la partie émergée de l'iceberg. Là où l'économie réelle montre la lune de la pollinisation, l'imbécile de la valeur-travail montre le doigt du salariat. C'est cette transformation gigantesque qui a été réalisée par des banques centrales censées résister à la pression de l'inflation par les coûts; elles ont entériné, après les crises financières de 1996 à 2008 (la dernière étant celle des *subprimes* ou remboursement des prêts hypothécaires), une croissance de la masse monétaire correspondant à l'accroissement impressionnant du multiplicateur de crédit en raison de la croissance de la richesse produite par la pollinisation.

Le pari de Margaret Thatcher et de Milton Friedman était de contourner les luttes du salariat par la généralisation du mécanisme de rente des actions, de l'épargne, en vue d'une capitalisation des retraites, des biens immobiliers, par la consommation sur l'ensemble du cycle de vie (le revenu permanent). Il a été largement gagné, marginalisant l'impact du coût du travail. Mais ce coût du travail, chassé par la porte, est revenu par la

fenêtre de la société financiarisée. Partout, y compris dans les pays les plus « libéraux », la part de la dépense publique dans le PIB a franchi la barre des 40 %<sup>17</sup> et monte à 51 % dans l'ensemble des pays de l'Union européenne. Ces transformations majeures font que la contractualisation du coût de la population est globale, des vieux mécanismes syndicaux à l'ensemble des mécanismes de l'État-Providence dont les contours se modifient de jour en jour jusqu'au soutien de l'économie sous toute ses formes. Cela correspond strictement à la transformation effective de l'économie qui n'est plus simplement un *output* de facteurs (dont celui du « travail » mesuré par la population active) mais un résultat global, un *outcome*. Il faudra bientôt ajouter, dans ce calcul, le prix du futur représenté par le degré d'endettement. Là aussi, alors que la taille de la dette publique et privée a grandi, l'imbécile néolibéral qui ne comprend rien à la finance (à la masse monétaire comme lien avec le futur) réclame l'équilibre des finances publiques et la gestion de « bon père de famille ». Et ce, à un moment où le prix du futur exige des taux d'endettement de guerre (deux ou trois fois le montant du PIB) pour faire face aux investissements dans la transition écologique.

Devant des transformations aussi fondamentales, les débats actuels sur la valeur-travail paraissent dérisoires sinon grotesques. La sagesse de la grande démission montre la lune, la voie des mutations de l'activité et du sens du travail, des productions pollinisatrices, des pratiques écologiques. L'obtus à courte vue montre du doigt le salariat restreint et la valeur-travail.

<sup>17</sup> Aux États-Unis, moins de 20 % en 1991, 45,3 % en 2020, <https://fr.countryeconomy.com/gouvernement/dépenses/etats-unis>